

REC - Renewable Energy Certificates S.A.

Société Anonyme

Siège social:

L-1528 Luxembourg,

11-13, boulevard de la Foire,

R.C.S. Luxembourg B 97.120

Assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2016

Numéro Me Martine SCHAEFFER 3034

Numéro Me Karine REUTER 3229

L'an deux mil seize, le vingt-huit décembre.

Pardevant Nous Maître **Martine SCHAEFFER**, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître **Karine REUTER**, notaire de résidence à Luxembourg, actuellement empêchée, laquelle aura la garde de la présente minute.

A comparu :

1) « **GREYSTONE (IOM) LIMITED** », société de droit de l'Île de Man, immatriculée au Registre des Sociétés de l'Île de Man sous le numéro 103562c, dont le siège social est sis 18 Athol Street, Douglas, Île de Man IM1 1JA, agissant en qualité de trustee du « **Capcam Trust** »,

2) « **CAPCAM S.A.** », société de droit luxembourgeois, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 137293, dont le siège social est à L-1528 Luxembourg, 11-13 boulevard de la Foire,

toutes représentées par Monsieur **Damien BARBOSA**, en vertu de procurations lui délivrées sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont déclaré être les seuls actionnaires de la société

" **REC - Renewable Energy Certificates S.A.** ",

ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 11-13 boulevard de la Foire,

constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg en date du 19 novembre 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1.323, page 63.465 du 11 décembre 2003,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro 97.120.

En leur qualité d'actionnaires de ladite société, les comparants ont prié le notaire instrumentant d'acter que :

I.- la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Approbation de la situation intérimaire établie au 21 décembre 2016 (les « **Comptes intérimaires** ») ;
2. Changement de la forme juridique de la Société, pour la transformer de société anonyme (S.A.) en société civile immobilière (S.C.I.) ;
3. Changement du nom de la Société en « **LES LAVANCHES S.C.I.** »;
4. Acceptation de la démission de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes, avec décharge à réitérer lors de l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes annuels au 21 décembre 2016 ;
5. Nomination d'un gérant de la Société et détermination de la durée de son mandat et pouvoir de signature;
6. Nouvelle souscription des parts d'intérêts;
7. Refonte des Statuts de la Société ;
8. Divers concernant ce qui précède.

II.- Que les actionnaires peuvent délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour et prendre les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

Les actionnaires décident d'approuver la situation intérimaire établie au 21 décembre 2016.

A titre transitoire, les comptes de la société anonyme seront arrêtés au 21 décembre 2016, et ceux de la société civile immobilière commenceront le 22 décembre 2016 pour se finir le 31 décembre 2016.

DEUXIEME RESOLUTION

Les actionnaires décident de changer la forme juridique de la Société, pour la transformer de société anonyme (S.A.) en société civile immobilière (S.C.I.) et de procéder à une refonte complète des Statuts, afin de les adapter à la nouvelle forme de la Société.

Cette modification n'aura aucun impact sur la continuité de la personnalité juridique de la Société.

Le capital social et les réserves demeureront intacts ainsi que tous les éléments de l'actif et du passif, les amortissements, les plus-values et les moins-values.

La société civile immobilière continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société anonyme.

Par conséquent, les trois mille cent (3.100) actions actuelles sont converties en trois mille cent (3.100) parts d'intérêts avec une valeur nominale de dix euros (10,-EUR).

Chaque associé recevra une "part d'intérêts S.C.I." en échange d'une "action S.A.".

TROISIEME RESOLUTION

Les actionnaires décident de changer le nom de la Société en « **LES LAVANCHES S.C.I.** ».

QUATRIEME RESOLUTION

Les actionnaires acceptent les démissions de l'administrateur unique M. **Marco LAGONA** et du commissaire aux comptes « **European Trust Services (Luxembourg) S.à r.l.** », et leur donne décharge pleine et entière pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour. La décharge sera réitérée lors de l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes annuels au 21 décembre 2016 de la société anonyme.

CINQUIEME RESOLUTION

Les actionnaires décident de fixer le nombre des gérants à un (1) et de nommer, pour une durée indéterminée, comme gérant de la Société :

-Monsieur **Johan ELIASCH**, né le 15 février 1962 à Stockholm (Suède), demeurant à 98000 Monaco, 16 Boulevard Princesse Charlotte.

La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant unique.

SIXIEME RESOLUTION

Les actionnaires constatent la souscription des trois mille cent (3.100) parts sociales comme suit :

- 1) « **GREYSTONE (IOM) LIMITED** », pré-qualifiée, 3.099 parts
- 2) « **CAPCAM S.A.** », pré-qualifiée, 1 part

Total : **3.100 parts**

SEPTIEME RESOLUTION

Les actionnaires décident de supprimer la version anglaise et de procéder à une refonte totale des Statuts afin de refléter les résolutions prises ci-avant et pour les adapter à la nouvelle forme juridique de la Société, leur donnant la teneur suivante:

« Article 1er

La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'acquisition, la vente, la location, la mise en valeur et la gestion d'immeubles pour compte propre, ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement et l'exploitation, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société.

Article 2

*La société prend la dénomination de « **LES LAVANCHES S.C.I.** ».*

Article 3

La société est constituée pour une durée indéterminée.

Article 4

Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre en droit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de la gérance.

Article 5

Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,-eur) représenté par trois mille cent (3.100) parts d'intérêts d'une valeur nominale de dix euros (10,-EUR) chacune.

Article 6

La cession des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé en observant l'article 1690 du Code Civil. Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que suivant une décision unanime de tous les associés. Les cessions de parts entre associés sont libres.

En cas de transfert pour cause de mort, les héritiers ou légataires de l'associé décédé doivent être agréés à l'unanimité des associés survivants. Cet agrément n'est cependant pas requis en cas de transfert aux héritiers légaux.

Article 7

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Article 8

Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code Civil. Dans tous les actes qui contiendront des engagements au nom de la société, les gérants devront, sauf accord contraire et unanime des associés, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la présente société et sur les biens qui lui appartiennent.

Article 9

La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers légaux de l'associé ou des associés décédés.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs associés ne mettra pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Article 10

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs pouvoirs et la durée de leur mandat.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un des associés-gérants, il sera pourvu à son remplacement par décision des associés.

Le ou les gérants ne pourront être révoqués que suivant une décision unanime de tous les associés.

Article 11

Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet ainsi que les actes de disposition.

Article 12

Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Article 13

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 14

Les associés se réunissent au moins une fois par an à l'endroit qui sera indiqué dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les associés-gérants quand ils jugent convenable,

mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts sociales.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours à l'avance et doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Article 15

Dans toutes les réunions, chaque part donne droit à une voix.

Les résolutions sont prises à l'unanimité des voix des associés présents ou représentés.

En cas de division de la propriété des parts d'intérêts entre usufruitiers et nu-propriétaires, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Article 16

Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelqu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts ne sont prises que suivant une décision unanime de tous les associés.

Article 17

En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Le ou les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Article 18

Les articles 1832 à 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison de la présente est évalué à environ mille trois cents euros (1.300,-EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE

fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signés D. BARBOSA, M. SCHAEFFER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 janvier 2017

Relation : 2LAC/2017/107

Reçu soixante-quinze euros

75.-

Le receveur :A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 10 janvier 2017

